



**HAL**  
open science

## Une identité indésirable : le nationalisme, un legs du communisme ?

Miroslav Hroch

► **To cite this version:**

Miroslav Hroch. Une identité indésirable : le nationalisme, un legs du communisme ? : Cahiers du CEFRES 14f. Une identité indésirable : le nationalisme, un legs du communisme?. Cahiers du CEFRES, 1998, Regards communs sur l'Europe, 14f., pp.7. halshs-01165157

**HAL Id: halshs-01165157**

**<https://shs.hal.science/halshs-01165157>**

Submitted on 18 Jun 2015

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

# Cahiers du CEFRES

N° 14f, Regards communs sur l'Europe  
Jacques Rupnik (Ed.)

---

Miroslav HROCH

**Une identité indésirable : le nacionalisme, un legs du communisme ?**

---

Référence électronique / electronic reference :

Miroslav Hroch, « Une identité indésirable : le nacionalisme, un legs du communisme ? », Cahiers du CEFRES. N° 14f, Regards communs sur l'Euope (ed. Jacques Rupnik).

Mis en ligne en janvier 2012 / published on : january 2012

URL : [http://www.cefres.cz/pdf/c14f/hroch\\_1998\\_identite\\_indesirable.pdf](http://www.cefres.cz/pdf/c14f/hroch_1998_identite_indesirable.pdf)

Editeur / publisher : CEFRES USR 3138 CNRS-MAEE

<http://www.cefres.cz>

Ce document a été généré par l'éditeur.

© CEFRES USR 3138 CNRS-MAEE



# *Une identité indésirable : le nationalisme, un legs du communisme?*

Miroslav Hroch

Le fait que ces dernières années virent naître, dans la moitié orientale de l'Europe, au moins douze Etats nationaux qui recouvrèrent leur indépendance politique ou - même si ce n'est que verbalement - la renforçèrent, représenta un cauchemar pour beaucoup d'intellectuels et d'hommes politiques occidentaux. Ils s'étaient en effet habitués à associer les changements à "l'Est" à des directives venues de Moscou; en outre, ils avaient fait leur axiome de l'idée selon laquelle la seule résistance possible et "juste" au communisme était l'adoration des droits de l'homme et du marché libre mondial. Il n'est donc pas illogique qu'aujourd'hui nombre de commentateurs voient rôder en Europe, en lieu et place de "l'épouvantail du communisme", l'épouvantail du "nationalisme".

Dans cette atmosphère, "l'Occident" est submergé d'études sur le nationalisme qui le localisent généralement, avec une évidence absolue, à "l'Est" et le lient d'une manière ou d'une autre à l'héritage du communisme. Ces études rencontrent certains problèmes méthodologiques et terminologiques qui compliquent leur appréhension de la nature des processus sociaux et culturels liés à l'identité nationale.

Citons en premier lieu le problème sémantique. Tout spécialiste sait bien que le terme "nation" n'a pas les mêmes connotations dans le contexte linguistique anglais, français, allemand et dans les langues slaves. Pourtant, la littérature anglophone tout spécialement utilise le terme "nation" au sens où l'entend l'anglais, même si elle décrit des phénomènes nationaux qui ont cours dans des pays où la notion de "nation" est comprise différemment. Concrètement, le problème réside dans le fait que le contexte linguistique anglais associe ce terme à l'Etat, à "l'étaticité", tandis que les langues allemande ou tchèque associent la nation aux communautés de culture, de langue, etc. (le français se situe, de ce point de vue, quelque part "entre" ces deux conceptions). Par conséquent, un auteur anglais (un français aussi) comprendra le rapport entre la nation et le groupe ethnique comme un rapport entre deux catégories indépendantes, tandis que, dans un contexte linguistique tchèque, allemand ou croate, il s'agira de phénomènes situés sur la même échelle génétique: la nation est le descendant du groupe ethnique, le caractère ethnique est partie intégrante de l'existence nationale, de l'identité nationale.

Le risque de méprise est évident. Mais il existe un risque de méprise plus grave encore lors de l'emploi du terme "nationalisme", qui est un dérivé moderne du terme "nation". Dans un texte anglais, on entendra, par nationalisme, une attitude liée directement à l'Etat - que ce soit au sens de lutte pour l'étaticité" (pour une indépendance politique) ou au sens de défense des intérêts de l'Etat. A l'inverse, dans le contexte linguistique d'Europe centrale et orientale, le nationalisme revêt un sens très variable, bien que la dominante soit une connotation plus ou moins consciemment négative. Sans doute le concept léninien de "nationalisme bourgeois" n'y est-il pas totalement étranger.

Aujourd'hui, les spécialistes ne prennent eux-mêmes bien souvent pas en considération le fait que le terme nationalisme, à la différence de celui de nation, est, en littérature spécialisée, un néologisme (avant la Seconde Guerre mondiale, il n'était utilisé, en Europe, que dans le journalisme politique) qui apparut pour la première fois en historiographie et en sciences sociales aux Etats-Unis et, de là, gagna l'Europe occidentale en tant que terme "neutre"; dans le même temps, il n'eut pas même l'occasion, dans les pays dominés par l'idéologie soviétique, de trouver sa place dans la littérature spécialisée et de devenir un terme neutre "familier". Cette neutralité n'est d'ailleurs, y compris en anglais, qu'apparente, ou plutôt relative: il n'est que de considérer dans quel contexte les auteurs américains utilisent le terme "patriotism". En outre, les études occidentales consacrées aux derniers développements intervenus dans les pays postcommunistes renouent avec la conception "léniniste" négative du nationalisme.

Le terme nationalisme s'emploie d'ailleurs aujourd'hui pour désigner des phénomènes si divers et variés que l'on peut parler à juste titre de véritable confusion. Parfois, il signifie simplement "state of mind" au sens classique (H. Kohn). Ailleurs, il désigne une activité humaine, un mouvement, des joutes politiques, parfois même une lutte armée. Parfois encore, il désigne une simple identification à

la nation; ailleurs, il est limité aux manifestations de xénophobie. Cette fluctuation de sens a influé jusqu'aux réflexions d'un penseur aussi remarquable que E. Gellner: il définit la nation comme "a political principle asserting that the political and national units must be identical", mais, dans son propre texte, il parle de nationalisme là où les unités politiques et nationales étaient identiques et où le nationalisme ne devrait donc plus, logiquement, avoir de fonctions. On peut également se demander, à propos de son bon mot selon lequel "le nationalisme a créé les nations", ce qu'il advint du nationalisme après qu'il eut rempli ce rôle et "créé" la nation. Dans cette optique, deux alternatives - aussi insensées l'une que l'autre - se présentent alors: soit la nation aurait dû disparaître avec le déclin du "nationalisme", soit le "nationalisme" avec la naissance de la nation.

Pour compléter l'illustration de la confusion, il convient de mentionner le fait qu'une perception "neutre" du nationalisme érige au statut de "nationaliste" tant les membres des SS que, disons, les membres de la résistance norvégienne ou polonaise, tant un chroniqueur du Moyen Age que Le Pen. Le nationalisme peut donc désigner aussi bien une attitude individuelle qu'une attitude de groupe. On peut même qualifier, aujourd'hui, des nations entières de nationalistes: les Serbes, les Estoniens, les Slovaques (seule la réunification allemande a, pour une raison quelconque, échappé au stigmate du nationalisme). Dans certains cas, la simple conscience d'identité nationale est qualifiée de nationalisme.

Il est possible de clarifier quelque peu la confusion terminologique en employant le terme "nationalisme" dans un sens bien déterminé: pour désigner l'attitude qui consiste à placer les intérêts et les caractéristiques de sa propre nation au-dessus des intérêts des autres nations. Les autres types de manifestation de l'identité nationale pourront être caractérisés par d'autres termes, plus nuancés, tels que patriotisme, prise de conscience nationale, mouvement national, xénophobie, séparatisme, etc.

Une autre déformation découle du fait que les scientifiques et journalistes occidentaux versés dans la problématique des nations d'Europe centrale et orientale partent de l'idée que le "modèle français" de formation de la nation moderne "engage et concerne" toute l'Europe. Tout écart par rapport à ce modèle est considéré, dans le meilleur des cas, comme une exception, dans le pire comme une déviation condamnable. Il est symptomatique de voir renaître la dichotomie de Hans Kohn, pourtant dépassée de longue date, selon laquelle il convient de bien distinguer le nationalisme "occidental", qui est démocratique et progressiste, du nationalisme "oriental" (surtout allemand), qui repose sur la communauté linguistique et "de sang", et est donc réactionnaire et non démocratique.

Une insuffisance notable des analyses actuelles réside dans la sous-appréciation de la dimension historique des problèmes de nationalité de notre époque. Tandis que les études sur la formation de nations telles que la France ou les Pays-Bas remontent jusqu'au Moyen Age, les études consacrées au nationalisme est-européen ne vont pas au-delà du XIX<sup>e</sup> siècle, quand elles ne se limitent pas à notre seul siècle. Comme si ce "nationalisme" s'était imposé par volontarisme ou - à la différence de ce que connut l'Occident - une invention artificielle. Nous pouvons parler de quasi-ignorance de l'histoire de ces nations, qui eurent l'aplomb de proclamer leur indépendance. Ce type d'approche ahistorique renonce d'emblée à comprendre et à expliquer l'évolution actuelle. Naturellement, l'ignorance des langues joue également son rôle.

L'opinion selon laquelle la montée du nationalisme dans nombre de pays d'Europe orientale serait un héritage du communisme relève aussi de la non-connaissance de l'histoire, et ce dans un double sens. D'abord, les régimes communistes interdirent le nationalisme; ce faisant, ils le conservèrent. Après la chute du communisme, l'ancien nationalisme fut autorisé et se mit "à couler à flots". Ensuite, beaucoup d'anciens responsables communistes se rangèrent, après la chute du régime, sous les bannières nationalistes. Ces deux cas sont des exemples classiques d'appropriation illégitime. Certes, le nouveau nationalisme plonge ses racines dans le passé, mais on ne peut indubitablement pas parler d'une quelconque continuité cachée. Certes, beaucoup de responsables communistes utilisent des slogans nationalistes, mais ils ne font que tirer profit d'un phénomène qui naquit et existe indépendamment de leur volonté.

Dans les médias, une erreur d'optique parachève la confusion méthodologique: celle du regard posé par "l'Europe" sur "l'Est", erreur que l'on peut résumer par les termes "une partie symbolisant le tout". Si, dans un pays occidental, un homme, un groupe ou un parti politique utilise des slogans nationalistes, cette attitude est fort justement interprétée comme celle de l'individu ou du groupe concerné. Si la même chose se produit à "l'Est", cela devient, dans les médias, une raison pour taxer l'ensemble du pays ou de la nation de "nationalisme". Chaque nation a son Le Pen, son Bossi ou son

Meèiar, mais cela ne veut pas dire que tous les ressortissants de ladite nation doivent être qualifiés de nationalistes.

***La clé d'une meilleure compréhension: la spécificité de "petite nation"***

Si nous partons du fait que les nations qui ont aujourd'hui acquis avec succès le statut de pleine indépendance étatique (étaticité) sont le résultat d'un processus de création nationale de longue haleine, nous ne pouvons pas ne pas poser la question de la nature de ce processus. Sans se lancer dans de larges analyses théoriques, il est indispensable de préciser que le développement de la nation moderne est l'émanation, en Europe, de deux situations typologiquement très différentes - et qu'il eut par conséquent un caractère tout aussi différent. La première est représentée par la situation de "nation étatique", laquelle commença à prendre forme au Moyen Age, possédait sa propre et ancienne culture nationale, ses classes dirigeantes et ses élites de lettrés, ainsi que, évidemment, son indépendance étatique (étaticité). La seconde est représentée par la situation de "non-dominant ethnic group", lequel ne possédait pas d'indépendance étatique propre ni de structure sociale pleine en rapport avec son niveau réel de développement économique. Dans ce cas de figure, la tradition de langue et de culture nationales manquait ou était très affaiblie. Dans ce cas, le processus de formation nationale prit la forme d'un désir et d'une volonté conscients d'acquérir toutes les caractéristiques et tous les attributs manquant à une nation pleinement formée - il prit la forme d'un mouvement national.

Cette distinction typologique est extraordinairement importante pour notre problème: à l'exception de la Russie, le processus de formation de toutes les nations sises à l'est de l'Elbe et des Alpes prit la forme d'un mouvement national qui poursuivait des objectifs sociaux, culturo-linguistiques et politiques et était dirigé contre les élites dirigeantes des trois empires multiethniques: habsbourgeois, russe et ottoman. Ce type de formation d'une nation moderne n'est ni une exception ni le produit d'un quelconque arbitraire, mais un processus légitime de formation nationale. Ce type de formation décida non seulement du *network* des rapports entre les membres de la nation, mais également de leur mentalité, de leurs auto-stéréotypes, de leur vision du monde. Ce qui, dans ces nations, survit du passé n'est donc pas un "nationalisme" abstrait, mais un certain type de mentalité et un certain ensemble de stéréotypes. Quels étaient donc les traits caractéristiques et les stéréotypes mentaux des nations issues d'un mouvement national?

En simplifiant, nous pouvons les résumer en quelques points:

1. Les circonstances dans lesquelles les mouvements nationaux prirent place étaient telles que l'existence de la nation était incertaine. Les leaders du mouvement national n'étaient pas reconnus, ils étaient dénigrés, parfois même persécutés, les élites dirigeantes les accusaient de poursuivre des objectifs fictifs, erronés, d'activité antiétatique. De là le sentiment de nation menacée qui perdure aujourd'hui, de là l'incessant besoin de prouver son droit à une existence nationale indépendante comme de prouver que sa nation peut beaucoup apporter aux autres, "enrichir" l'Europe. Les ressortissants des grandes "nations" qui connaissent une longue tradition d'indépendance étatique et dont l'identité nationale est une évidence éprouvaient et éprouvent encore certaines difficultés à comprendre ces sentiments et stéréotypes.

2. Le sentiment chronique d'incertitude de la nation engendra un autre stéréotype qui survit avec une intensité plus ou moins forte: c'est l'impression d'être en permanence en position de défense, l'auto-stéréotype de la nation menacée mais ne menaçant personne. Un pas suffit pour aboutir à l'image de tempérament national non violent, à l'idée de la nécessité de défendre ses droits nationaux, etc.

3. Dans les conditions qui étaient celles des trois empires multiethniques nommés plus haut, les mouvements nationaux se retournèrent ensuite plus ou moins ouvertement contre le vieux système absolutiste oppresseur et contre sa légitimité dynastique. Cela aboutit plus ou moins rapidement à une crise de confiance dans la légitimité du gouvernement même. En outre, le besoin d'émancipation nationale impliquait une rupture de la continuité du développement étatique: la discontinuité apparut et apparaît, dans le contexte d'une "petite" nation, comme quelque chose de naturel.

4. Les mouvements nationaux furent de surcroît des mouvements "de la base" dirigés contre ceux qui détenaient le pouvoir. C'est pourquoi le stéréotype d'ennemi ne comprenait pas que le voisin, mais possédait aussi une dimension verticale; l'ennemi était "en haut", socialement ou politiquement parlant: l'Allemand pour le Tchèque, le Hongrois pour le Slovaque, le Turc pour le Serbe ou le Bulgare. Plus tard, le rapport put s'inverser dans un nouveau stéréotype: tout ennemi de la nation est simulta-

nément quelqu'un "d'en haut", c'est un ennemi défini socialement et qui menace d'oppression, d'exploitation, etc.

5. La nature même du mouvement national implique que son succès – plus précisément le succès de l'agitation nationale – dépendait de la capacité à "gagner", à mobiliser de larges masses. De là le mythe du peuple dépositaire, gardien et garant de l'existence nationale, de là la réalité du rapide élargissement de l'identité nationale, de la rapide intégration des masses citadines et rurales. Les phénomènes cocomitants sont ici une résistance plus faible au populisme et un certain égalitarisme spontané.

6. Le succès de l'agitation nationale dépendait également de la force et du nombre des conflits d'intérêt nationalement représentatifs, c'est-à-dire des conflits dans lesquels les deux partenaires se distinguaient non seulement par des intérêts divergents, mais aussi par leur identité ethnique, à savoir nationale. De là le stéréotype de nationalisation des conflits sociaux: ces conflits n'étaient pas exprimés seulement en termes politiques, mais aussi – et parfois surtout – en termes nationaux.

7. La plupart des mouvements nationaux ne visant pas, dans leur phase d'agitation nationale, à acquérir une indépendance étatique, les questions politiques revêtaient, aux yeux de leurs leaders, une importance marginale. De là également le faible intérêt pour la théorie politique, les droits civiques et autres.

8. Les mouvements nationaux avaient également toujours un caractère de lutte opposant la province, la périphérie, au centre. Bien que, ainsi que nous l'avons déjà dit, leur objectif n'était pas, à l'origine, le séparatisme, la scission de l'empire multiethnique, le seul besoin de se définir dans une opposition par rapport à cet empire portait en germe le souci de se démarquer de la grande nation. On idéalisa – en en faisant une qualité spécifique – la petitesse, "l'intégrité", on limita la communication avec le monde des "grandes" nations. Ainsi se développa, même après l'obtention de l'indépendance, un fort provincialisme, une propension à négliger les relations internationales et un manque d'égards à l'endroit de "l'opinion publique" internationale.

Tout cela ne veut pas dire que tous les ressortissants, les hommes politiques, les académiciens, etc., des petites nations sont empreints des stéréotypes évoqués ci-dessus. On ne peut en effet oublier que, outre les caractéristiques déclinées plus haut, que nous retrouvons *grosso modo* dans tous les mouvements nationaux, tous ces mouvements possédaient une spécificité conditionnée par l'histoire. C'était, par exemple, la grave négligence de la politique occidentale, qui ne prit pas en considération le fait que l'une des spécificités des mouvements nationaux balkaniques était l'idée-stéréotype selon laquelle il est indispensable de lutter pour la cause nationale les armes à la main.

### ***Identité nationale - régionale - européenne?***

Depuis l'époque où les mouvements nationaux se désolidarisèrent de l'identité supranationale de définition dynastique, toutes les autres tentatives de construction d'une nouvelle identité supranationale qui prendrait le pas sur l'identité nationale, "l'étoufferait", échouèrent: le scandinavisme, le yougoslavisme, le peuple soviétique, etc. Quel espoir de succès a la construction d'une identité européenne? Cette construction revêt une différence par rapport à celles que nous venons de citer en ce qu'elle se définit avant tout au niveau de l'identité régionale, dans laquelle semble se dissimuler une alternative à l'identité nationale. Néanmoins, on néglige trop souvent de réfléchir au rapport entre ces deux identités. Cette relation a des racines historiques. Au XVIII<sup>e</sup> siècle, le patriotisme des Lumières reposait sur l'identification (des intellectuels) au pays et à sa population, indépendamment de l'appartenance ethnique. Les mouvements nationaux entretenirent un rapport ambivalent à cette identité: d'un côté, ils la rejetaient et la niaient; de l'autre, ils s'y référaient et l'assimilaient. Les identités régionales qui renouent - consciemment ou inconsciemment - avec ces identités de l'époque des Lumières ne sont pas rares.

Si nous refusons l'idée que l'identité régionale est *de facto* la même chose que l'identité des ressortissants d'une nation numériquement faible, il nous faut nous poser la question de savoir en quoi les deux identités se distinguent. Une distinction réside dans la délimitation territoriale. Tandis que le territoire nationalo-étatique est clairement délimité par des frontières politiques et souvent linguistiques, les régions ne sont pas aussi nettement dessinées. Pour déterminer une région, il n'est pas indispensable que son territoire soit ethniquement homogène. Par conséquent, une identité régionale risque d'être plus facilement affaiblie par les migrations qu'une identité nationale, surtout si la migration s'effectue à l'intérieur du territoire défini comme territoire national.

L'existence d'une nation moderne – et donc l'identité de ses ressortissants – repose, entre autres choses, sur une communauté culturelle spécifique qui se distingue des autres cultures nationales. En revanche, la culture régionale possède certes sa spécificité, mais s'inscrit dans le plus large contexte de la culture nationale. Du point de vue de la culture, le rapport entre identités nationale et régionale est donc plus complémentaire que compétitif.

Depuis les origines des mouvements nationaux, l'identité nationale est associée à l'idée de nation personnifiée dont l'existence possède sa propre dimension historique. "La mémoire collective" des membres de la nation est incomparablement plus solide et plus structurée que la conscience historique des populations de la région. En outre, l'activité régionale n'est pas liée à une semblable personnification. La nation possède des ressortissants, la région n'a que des habitants. L'activité nationale repose sur l'idée de "corps" national dont toutes les parties (les individus, les régions, les groupes sociaux) revêtent la même importance. C'est pourquoi elle comprend nécessairement un principe de solidarité à l'intérieur de la communauté nationale. Cet élément manque au niveau de l'activité régionale: les intérêts régionaux sont ceux d'une certaine communauté de citoyens et manquent du charisme de la nation en tant que "group personality". Le second aspect de cette différence est le fait positif que les conflits d'intérêts entre régions ne peuvent que difficilement être "traduits" en concepts nationaux, ce qui minimise le risque de les voir devenir une source de nationalisme.

La dimension (et l'objectif visé) du régionalisme concerne en premier lieu la question du pouvoir politique. L'existence nationale a pris de nos jours, presque partout en Europe, la forme d'un Etat national: la relation entre la nation et le pouvoir politique souverain est donc évidente. A l'inverse, la région évoque toujours l'idée de province soumise à une entité supérieure. L'identité régionale est donc beaucoup plus compatible avec une identité supranationale (dans notre cas européenne) qu'avec une identité nationalo-étatique. La tentative yougoslave tout comme la tentative soviétique de création d'une identité supranationale échouèrent précisément à ce niveau, parce qu'elles entraînent en compétition avec les identités nationales.

Nous sommes là au coeur rationnel du projet "d'Europe des régions". Mais les autres composantes de cette construction sont-elles aussi rationnelles? L'idée même de pouvoir "éduquer" à l'euroanéité suscite interrogations et scepticisme. Si l'on en juge par le rapport qu'entretient actuellement l'Union européenne à l'autre Europe, on voit apparaître un gouffre, pour ne pas dire une contradiction, entre les déclarations verbales et les mesures pratiques qui pourraient contribuer à modifier les éléments déterminants objectifs desquels dépend la mise en place de nouvelles identités.

Le premier de ces éléments déterminants est l'attitude qui consiste à inclure tous les ressortissants de l'ensemble qui interviennent dans la mise en place de l'identification. Concrètement: qui sont, aux yeux des intellectuels ouest-européens, des hauts fonctionnaires et des professeurs d'université, les Européens? Pour l'heure, rien ne permet de penser que ces aréopages acceptent communément l'idée que les pays post-communistes, leur culture, leur passé, sont un élément constitutif de la culture européenne et du passé européen. Il n'est que de feuilleter les manuels d'histoire des pays occidentaux, de s'entretenir avec les titulaires du *MA degree* de ces pays pour comprendre que l'identité européenne signifie, pour eux, quasi-exclusivement identité des pays d'Europe occidentale. Il ne semble pas, pour l'heure, que les décideurs de "l'Occident" soient disposés à intégrer le passé des pays post-communistes dans le tableau de l'histoire européenne. Pour autant, ce n'est pas une question de connaissances, mais plutôt de mode de pensée. Une analyse sémantique de la plupart des textes exposant les problèmes européens montrerait que par les termes "européen", ou "Europe", on comprend le seul territoire sis à l'ouest de l'Elbe (voire, souvent, l'ouest du Rhin).

Par ailleurs, il est symptomatique de constater que l'Université européenne de Florence, qui est censée former les élites de la future Europe, n'obtient depuis nombre d'années aucune bourse de Bruxelles pour les étudiants des pays post-communistes, et que la problématique de ces pays ne fait l'objet que d'un enseignement symbolique de la part des professeurs d'université. Ce n'est pas un hasard si le concours pour l'attribution de la chaire nouvellement créée d'histoire de l'Europe orientale s'accompagnait d'une clause précisant qu'il s'agissait, "pour simplifier, de l'histoire des pays anciennement germanophones".

Existe-t-il une barrière semblable à celle de la culture dans les domaines de l'éducation et de la science? Je ne dispose pas ici de données précises, mais il ne me semble pas que l'intérêt de l'Europe occidentale pour les romans, les films, les travaux scientifiques, etc., provenant de "l'Est" ait notablement augmenté après 1989. A ce propos, il serait très instructif d'analyser les données concernant la

pénétration de la culture occidentale dans les pays post-communistes. Il apparaîtrait, d'un côté, que l'intérêt pour les oeuvres magistrales de la sphère intellectuelle (science, philosophie) a fait un véritable bond et, de l'autre, que l'intérêt pour la culture de masse (cinéma, télévision) a chuté, sphère dans laquelle la culture américaine tient largement la corde. Dans ce contexte, une question s'impose: qu'est-ce qui crée vraiment un lien culturel entre les pays européens, quels sont les éléments et les symboles qui contribueraient à renforcer la conscience de communauté et aideraient à accepter l'identité européenne? Il semble que les habitants des différents pays européens trouvent aisément des sujets de dialogues communs lorsqu'il s'agit de produits extra-européens tels que les séries télévisées américaines, Michael Jackson ou McDonald's: les thèmes communs abondent dès lors que les interlocuteurs adoptent une position critique vis-à-vis de cette "américanisation".

Le dernier élément déterminant, qui revêt une importance capitale pour le succès de la construction européenne, est la situation économique et sociale. Nombreuses sont les enquêtes sociologiques consacrées à ce que pensent de l'entrée dans l'Europe, dans l'OTAN, les populations des pays post-communistes et aux retombées économiques que cette adhésion aura à leurs yeux. Mais je ne sais pas – ce qui est peut-être dû au fait que je ne suis pas suffisamment informé – si des enquêtes de ce type ont été effectuées parmi les citoyens des pays de l'UE, à savoir s'ils ont été interrogés sur leur façon de percevoir l'éventuelle entrée de "l'Est" dans l'UE et sur les retombées économiques de cette adhésion. Et bien sûr: quel regard portent-ils sur la situation économique de ces pays. Un indicateur indirect des possibles résultats de ce type de sondages est, selon moi, représenté par les articles journalistiques qui suivent avec un certain amusement et commentent les crises dans lesquelles se débattent les économies "de l'Est". Ces articles donnent implicitement l'impression au lecteur occidental que l'arrivée de ces pays dans l'UE serait synonyme de désordre, de déclin économique, voire d'augmentation de la criminalité. Il en est de même pour la façon stéréotypée (évoquée plus haut) de percevoir les pays post-communistes comme le foyer d'un dangereux nationalisme.

Dans ce contexte, il convient de rappeler le jugement superficiel et l'accusation généralisée de "nationalisme" émis à l'encontre des pays post-communistes, l'incompréhension du processus spécifique de formation de la nation moderne, qui est le passage du statut de *non-dominant ethnic group* à celui de mouvement national. Il est d'ailleurs intéressant de relever que la plupart des hommes politiques des pays post-communistes rejettent les manifestations de nationalisme pour adhérer haut et fort à l'idée d'identité européenne et d'éducation européenne. Peut-être sont-ils plus sincères dans leurs déclarations que beaucoup d'hommes politiques ouest-européens qui affirment apporter leur soutien à l'adhésion des pays centre- et est-européens à l'UE.

Tant que "l'Occident" ne dépassera pas ces stéréotypes, tant qu'aucune mémoire collective de dimension véritablement européenne ne s'ébauchera, tant qu'aucune alternative culturelle véritablement européenne ne détrônera pas l'américanisation, tant que "l'Est" sera considéré comme un tout qui n'est pas compatible avec "l'Occident", les éléments négatifs domineront dans la construction de l'identité européenne. Une autre variante de cette évolution peut également être envisagée: l'apparition d'une identité européenne "à deux vitesses" – une identité élitaine, exclusivement ouest-européenne, et une identité européenne subalterne qui se confondra à l'identité des ressortissants des pays d'Europe orientale.

Le "rideau de fer" fut érigé en guise de ligne de démarcation destinée à protéger le communisme face à la démocratie. L'ironie de sort veut que, après la chute de communisme, ce ne soit pas "l'Est", mais en premier lieu les médias occidentaux (et la plupart des intellectuels) qui contribuent à pérenniser la barrière mentale qui est le pendant spirituel du "rideau de fer". Pour protéger l'Occident... face à quoi? Face au "nationalisme", à une économie détruite ou à un concurrent potentiel?